



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE L' AISNE

Direction départementale
des territoires de l'Aisne
Service de l'environnement
Unité Gestion des Installations
Classées pour la Protection de
l'Environnement, Déchets
**Réf. : 1488 bis/
IC/2010/017**

**Arrêté préfectoral fixant des prescriptions
complémentaires à la société CHAMPAGNE
CEREALES (rue de la Sucrierie) pour son
établissement situé sur le territoire de la
commune de MONTCORNET**

**LE PREFET DE L' AISNE,
CHEVALIER DE LA LÉGION D' HONNEUR**

VU le Code de l' Environnement et notamment l' article R.512-31 ;

VU le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible;

VU l' arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables ;

VU l' arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l' évaluation et à la prise en compte de la probabilité d' occurrence, de la cinétique, de l' intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l' arrêté préfectoral n°1488 bis du 24 août 1995 autorisant la société CHAMPAGNE-CEREALES (rue de la Sucrierie) à exploiter un complexe céréalier sur le territoire de la commune de MONTCORNET ;

VU l' étude de dangers de mai 2003 et les compléments de février 2005, juillet 2008 et septembre 2008 ;

VU le rapport et les propositions du 12 août 2009 de l' inspection des installations classées ;

VU l' avis du 18 septembre 2009 du conseil départemental de l' environnement, des risques sanitaires et technologiques ;

CONSIDERANT que la société CHAMPAGNE-CEREALES (rue de la Sucrierie) exploite à l' adresse suivante : rue de la Sucrierie 02 340 Montcornet, des installations pouvant dégager des poussières inflammables ;

CONSIDERANT que ces installations sont susceptibles de générer des effets au-delà des limites de propriété du site ;

CONSIDERANT que l' accidentologie relative à ce type d' activité démontre que ces installations sont susceptibles de présenter des risques technologiques ayant potentiellement des conséquences graves ;

CONSIDERANT qu' il convient conformément à l' article R.512-31 du Code de l' environnement, d' encadrer le fonctionnement de cet établissement, relevant du régime de l' autorisation, par des prescriptions complémentaires afin d' assurer la protection des intérêts mentionnés à l' article L.511-1 du Code de l' Environnement ;

Le pétitionnaire entendu,

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de l'Aisne ;

ARRETE :

TITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES :

CHAPITRE 1.1 : Désignation de l'exploitant :

Sans préjudice des prescriptions édictées par des actes antérieurs ou par des arrêtés ministériels qui lui sont applicables, les installations exploitées par la société CHAMPAGNE-CEREALE (rue de la Sucrierie) à Montcornet sont soumises aux prescriptions complémentaires suivantes.

CHAPITRE 1.2 : Descriptif des produits autorisés et des volumes :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant et notamment l'étude de dangers et ses compléments relatifs au stockage de produits organiques dégagant des poussières inflammables, sauf dispositions contraires contenues dans le présent arrêté.

Le classement des installations et activités exercées sur le site est le suivant :

N° rubrique	Désignation des activités	Régime	Capacité
2160	Silos de stockage de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégagant des poussières inflammables : Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m ³ <i>1. En silos ou installations de stockage :</i> <i>a) Si le volume total de stockage est supérieur à 15 000 m³</i>	A	1 silo vertical dont 4 cellules de 5 250 m ³ Volume total du site : 21 000 m ³
2260	Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225 et 2226, mais y compris la fabrication d'aliments pour le bétail. <i>b) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 100 kW mais inférieure ou égale à 500 kW</i>	D	Nettoyeur/Epurateur 140 kW
1172	Stockage et emploi de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement (A), très toxiques pour les organismes aquatiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : <i>3. Supérieure ou égale à 20 t, mais inférieure à 100 t</i>	/	0,6 tonnes
1173	Stockage et emploi de substances ou préparations dangereuses pour l'environnement (A), très toxiques pour les organismes aquatiques telles que définies à la rubrique 1000, à l'exclusion de celles visées nominativement ou par famille par d'autres rubriques. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : <i>3. Supérieure ou égale à 100 t, mais inférieure à 200 t</i>	/	0,6 tonnes
2920	Réfrigération ou compression (installations de) fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 105 Pa : <i>2. Dans tous les autres cas :</i> <i>b. Supérieure à 50 kW, mais inférieure ou égale à 500 kW.</i>	/	Compresseur d'air d'une puissance inférieure à 50 kW

A : Autorisation - D : Déclaration

La liste des produits stockés sera conforme à celle définie dans l'étude de dangers. Tout changement de produit ou de mode de stockage devra être signalé et l'exploitant devra justifier que ces modifications sont compatibles avec les mesures de prévention et de protection existantes.

CHAPITRE 1.3 : Arrêtés applicables :

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, des dispositions du présent arrêté et des actes antérieurs, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

Dates	Textes
15/01/2008	Arrêté du 15 janvier 2008 relatif à la protection contre la foudre de certaines installations classées
29/03/2004	Arrêté du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables
02/02/1998	Arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
23/01/1997	Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement

CHAPITRE 1.4 : Périmètre d'éloignement :

Tout local administratif doit être éloigné des capacités de stockage et des tours de manutention. Cette distance est d'au moins 25 m pour les silos verticaux.

On entend par local administratif, un local où travaille du personnel ne participant pas à la conduite directe de l'installation (secrétaire, commerciaux...).

Les locaux utilisés spécifiquement par le personnel de conduite de l'installation (vestiaires, sanitaires, salles des commandes, poste de conduite, d'agrèage et de pesage...) ne sont pas concernés par le respect des distances minimales fixées au 1er alinéa du présent article.

CHAPITRE 1.5 : Accès :

Sans préjudice de réglementations spécifiques, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc.).

Les dispositifs doivent permettre l'intervention des services d'incendie et de secours et l'évacuation rapide du personnel.

CHAPITRE 1.6 : Permis de feu :

La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.

Une consigne relative à la sécurité des travaux par points chauds est établie et respectée ; elle précise notamment les dispositions qui sont prises avant, pendant et après l'intervention.

Le permis de feu est délivré après avoir soigneusement inspecté le lieu où se dérouleront les travaux, ainsi que l'environnement immédiat.

Le permis rappelle notamment :

- les motivations ayant conduit à la délivrance du permis de feu,
- la durée de validité,
- la nature des dangers,

- le type de matériel pouvant être utilisé,
- les mesures de prévention à prendre (notamment information du personnel, périmètre et protection de la zone d'intervention, arrêt des installations, signalétique, consignes de surveillance et de fin de travaux, etc.),
- les moyens de protection mis à la disposition du personnel effectuant les travaux, par exemple au minimum la proximité d'un extincteur adapté au risque, ainsi que les moyens d'alerte.

TITRE 2 :DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SILOS :

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, les silos de stockage de produits organiques susceptibles de dégager des poussières inflammables respectent les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié.

L'ensemble du personnel, y compris intérimaire ou saisonnier, est formé à l'application des consignes d'exploitation et des consignes de sécurité.

CHAPITRE 2.1 : Moyens de protection contre les explosions :

Article 2.1.1 : Events et surfaces soufflables :

Conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les volumes des bâtiments et les sous-ensembles (filtres, ...) exposés aux poussières et présentant des risques d'explosion sont munis des dispositifs suivants permettant de limiter les effets d'une explosion :

Localisation	Dimension des surfaces soufflables nécessaires	Nature des surfaces
Rez de chaussée et étage -1 de la tour du silo	16,5 m ²	Ouvertures libres vers locaux désaffectés et vides
1er étage de la tour du silo	9 m ²	Ouvertures libres vers locaux désaffectés et vides
2ème étage de la tour du silo	9,1 m ²	Ouvertures libres vers locaux désaffectés et vides
3ème étage de la tour du silo	8,5 m ²	Fenêtres et bardage inférieures à 100 mbar
4ème étage de la tour du silo	9,1 m ²	Fenêtres et bardage inférieures à 100 mbar
5ème étage de la tour du silo	11,7 m ²	Fenêtres et bardage inférieures à 100 mbar
6ème étage de la tour du silo	9,1 m ²	Fenêtres et bardage inférieures à 100 mbar
7ème étage de la tour du silo	9,1 m ²	Fenêtres et bardage inférieures à 100 mbar
Galerie d'ensilage	103 m ²	Toiture et bardage bac acier et plexiglas inférieurs à 100 mbar. Le découplage est dimensionné pour éviter la propagation d'une explosion qui débiterait dans la tour de travail vers la galerie supérieure.

Ces dispositifs sont conformes aux préconisations de l'étude de dangers du site. L'exploitant s'assure de leur efficacité et de leur pérennité.

Si des modifications interviennent sur l'une des structures ou équipements, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs de protection, notamment pour garantir une surface éventable ainsi qu'une pression d'ouverture équivalente.

L'exploitant met en place les dispositifs nécessaires pour ne pas exposer de personne à la flamme sortant des événements ou des surfaces soufflables en cas d'explosion. Ces surfaces sont orientées vers des zones non fréquentées par le personnel sauf impossibilité technique.

Les galeries de reprise du silo, dont la configuration ne permet pas la création de surfaces

soufflables suffisantes, les transporteurs présents dans les volumes non éventés doivent être rendus aussi étanches que possible et être équipés d'une aspiration, afin de limiter les émissions de poussières inflammables. L'aspiration des transporteurs à chaîne situés en galerie inférieure se fait lors de la jetée du grain sur le pied d'élevateur.

Article 2.1.2 : Découplage :

Lorsque la technique le permet, et conformément à l'étude de dangers réalisée par l'exploitant, les sous-ensembles sont isolés par l'intermédiaire de dispositifs de découplage. Ces dispositifs sont dimensionnés de manière à résister à une explosion primaire débutant dans l'un des volumes adjacents. Les justificatifs sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les communications entre volumes sont limitées. Les ouvertures pratiquées dans les parois intérieures pour le passage des transporteurs, canalisations, etc., doivent être aussi réduites que possible.

L'exploitant s'assure de l'efficacité et de la pérennité des découplages mis en place :

Volume A	Volume B	Nature du découplage
Galerie de reprise du silo	Rez de chaussée et étage -1 de la tour du silo	Mur en parpaing + porte résistant à 100 mbar Renforcement des trappes de montage résistantes à 100 mbar
Rez de chaussée et étage -1 de la tour du silo	1 ^{er} étage de la tour du silo	Mur en parpaing + porte résistant à 100 mbar Renforcement des trappes de montage résistantes à 100 mbar
1 ^{er} étage de la tour du silo	2 ^{ème} étage de la tour du silo	Mur en parpaing + porte résistant à 100 mbar Renforcement des trappes de montage résistantes à 100 mbar
2 ^{ème} étage de la tour du silo	3 ^{ème} étage de la tour du silo	Mur en parpaing + porte résistant à 100 mbar Renforcement des trappes de montage résistantes à 100 mbar
3 ^{ème} étage de la tour du silo	4 ^{ème} étage de la tour du silo	Mur en parpaing + porte résistant à 100 mbar Renforcement des trappes de montage résistantes à 100 mbar
4 ^{ème} étage de la tour du silo	5 ^{ème} étage de la tour du silo	Mur en parpaing + porte résistant à 100 mbar Renforcement des trappes de montage résistantes à 100 mbar
5 ^{ème} étage de la tour du silo	6 ^{ème} étage de la tour du silo	Mur en parpaing + porte résistant à 100 mbar Renforcement des trappes de montage résistantes à 100 mbar
6 ^{ème} étage de la tour du silo	7 ^{ème} étage de la tour du silo	Mur en parpaing + porte résistant à 100 mbar Renforcement des trappes de montage résistantes à 100 mbar
7 ^{ème} étage de la tour du silo	Galerie d'ensilage	Mur en parpaing + porte résistant à 100 mbar Pour résister à une propagation d'une explosion survenant dans la tour vers la galerie supérieure Renforcement des trappes de montage résistantes à 100 mbar

Lorsque le découplage comprend ou est assuré par des portes, celles-ci sont maintenues fermées, hors passages, au moyen de dispositifs de fermetures mécaniques. L'obligation de maintenir les portes fermées doit a minima être affichée.

Un découplage entre la tour et la galerie enterrée est en place de façon à stopper une explosion se produisant dans la tour et se propageant vers la galerie, et à laisser passer une explosion se produisant dans la galerie enterrée vers la tour.

L'ensemble des ouvertures communicant avec les galeries inférieures et supérieures (portes et trappes de visite des cellules) est fermé pendant les phases de manutention.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les factures, copies des procédures établies, compte rendu de visite d'expert, étude de dimensionnement, etc..., qui permettent de justifier de l'efficacité et de la fiabilité des mesures mises en place.

CHAPITRE 2.2 : Nettoyage des locaux :

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. Des repères peints sur le sol et judicieusement placés servent à évaluer le niveau d'empoussièrement des installations.

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour éviter toutes fuites de poussières, et, en cas de fuite, pour les résorber rapidement.

En période de collecte, l'exploitant doit journalièrement réaliser un contrôle de l'empoussièrement des installations, et, si cela s'avère nécessaire, redéfinir éventuellement la fréquence de nettoyage.

CHAPITRE 2.3 : Moyens de lutte contre l'incendie :

L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- les moyens incendie prescrit à l'article 33.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé sont maintenus, a minima ;
- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement ; ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification ;
- une colonne sèche dans la tour de travail du grain.

L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur, maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances.

Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification.

Des procédures d'intervention sont rédigées et communiquées aux services de secours et doivent notamment comporter :

- le plan des installations avec indication :
 - des phénomènes dangereux (incendie, explosion, ensevelissement, etc.) susceptibles d'apparaître ;
 - les mesures de protection définies à l'article 10 de l'arrêté ministériel du 29/03/04 modifié ;
 - les moyens de lutte contre l'incendie ;
 - les dispositifs destinés à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- les stratégies d'intervention en cas de sinistre ;
- la procédure d'intervention en cas d'auto-échauffement.

Le personnel y compris intérimaire et saisonnier est entraîné à l'application de ces procédures ainsi qu'à la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie en place sur le site.

CHAPITRE 2.4 : Mesures de prévention visant à éviter un auto-échauffement :

L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits en silo (durée de stockage, taux d'humidité...) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables. Conformément à l'étude de dangers et à la tierce expertise réalisées par l'exploitant, le matériel employé est défini comme suit :

	Type
Silo vertical	Sondes thermométriques fixes à plusieurs niveaux

Le relevé des températures en continu est consigné informatiquement ou sur papier et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les sondes thermométriques fixes reliées à un poste de commande sont équipées d'un dispositif de déclenchement d'alarme en cas de dépassement d'un seuil prédéterminé. En cas d'élévation anormale de la température ou de température anormalement élevée, l'exploitant est tenu d'informer au plus vite les services de secours.

L'exploitant doit s'assurer de la pérennité et de l'efficacité dans le temps de ces sondes.

Des rondes régulières, selon une fréquence définie par l'exploitant, sont assurées par le personnel pour détecter un éventuel incendie, auto-combustion ou fermentation.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires afin d'éviter les infiltrations d'eau susceptibles de pénétrer dans les capacités de stockage.

Les produits doivent être contrôlés en humidité avant ensilage de façon à ce qu'ils ne soient pas ensilés au-dessus de leur pourcentage maximum d'humidité.

CHAPITRE 2.5 : Prévention des risques liés aux appareils de manutention :

Conformément à l'étude de dangers élaborée par l'exploitant, les appareils de manutention sont munis des dispositifs visant à détecter et stopper tout fonctionnement anormal de ces appareils qui pourrait entraîner un éventuel échauffement des matières organiques présentes. En particulier, les dispositifs suivants sont installés :

Équipements	Mesures de prévention - Détecteurs de dysfonctionnements
Elévateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôleurs de températures sur les paliers en zone 22 ; • Détecteurs de surintensité moteur ; • Contrôleurs de rotation ; • Détecteurs de bourrage ; • Contrôleurs de déport de sangles ; • Sangles anti-statiques et non propagatrices de la flamme ; • Capotage et aspiration.
Transporteurs à bande	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôleurs de rotation et déport de bande ; • Bandes non propagatrices de la flamme ; • Capotage à l'alimentation ; • Sur aspiration centralisée asservie au silo ; • Détecteurs de surintensité moteur.
Transporteurs à chaîne	<ul style="list-style-type: none"> • Contrôleur de rotation ; • Sur aspiration centralisée asservie au silo ; • Détecteurs de surintensité moteur ; • Capotés.
Nettoyeurs	<ul style="list-style-type: none"> • Rendu aussi étanche que possible ; • Détecteurs de surintensité moteur ; • Aspiration centralisée.

Si des modifications interviennent sur l'un de ces dispositifs, l'exploitant devra démontrer l'efficacité des nouveaux dispositifs et leur niveau de sécurité au moins équivalent.

Sur l'ensemble des installations, les différents équipements de manutention des céréales sont asservis entre eux. Les détecteurs d'incidents de fonctionnement arrêtent l'installation et les équipements situés en amont avec un asservissement visuel et sonore. Cet arrêt se fait avec une

temporisation entre le moment où le détecteur va détecter un défaut et l'arrêt du circuit de façon à vider le circuit et à ne pas générer un risque lors du redémarrage. Cet arrêt est automatique. En aucun cas, l'homme ne doit intervenir dans cet arrêt. L'installation ne peut être remise en service qu'après intervention du personnel pour remédier à la cause de l'incident.

Les bandes et les sangles sont antistatiques et ne permettent pas la propagation de la flamme.

L'exploitant établit un programme d'entretien de ces dispositifs, qui spécifie la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel. Le suivi et les travaux réalisés en application de ce programme sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'état des dispositifs d'entraînement, de rotation et de soutien des élévateurs et des transporteurs et l'état des organes mécaniques mobiles est contrôlé à une fréquence adaptée déterminée par l'exploitant, et au moins annuellement. Les résultats de ce contrôle sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les moteurs des extracteurs d'air des cellules de stockage ne sont pas situés à la verticale des cellules de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule.

- Ils sont à axes déportés de façon à éviter toute chute de matériel à l'intérieur d'une cellule.
- ou sont équipés d'écrous freins s'ils sont à l'intérieur des cellules.

Dans ce cas, il sont ATEX et font l'objet :

- d'un contrôle électrique annuel selon l'article 9 de l'arrêté ministériel modifié du 29 mars 2004 ;
- d'un entretien annuel ;
- d'un nettoyage a minima bi-annuel (avant et après la campagne) et autant de fois que nécessaire ;

L'exploitant tient à jour un carnet spécifique aux extracteurs. Ce carnet recense les extracteurs du site, cellule par cellule, leur positionnement, avec la date de mise en service de chaque moteur, les dates d'entretien, les dates de nettoyage, la conformité ATEX et les éventuelles défaillances.

En cas de remplacement, les moteurs nouvellement installés sont à axes déportés à l'extérieur des gaines et des cellules.

CHAPITRE 2.6 : Système d'aspiration :

L'aspiration est asservie au dépoussiérage. L'exploitation est équipée d'un dispositif de dépoussiérage centralisé.

Afin de lutter contre les risques d'explosion du système d'aspiration, les dispositions suivantes sont prises conformément à l'étude de dangers réalisée par :

- toutes les parties métalliques du ou des filtres sont reliées à la terre ;
- toutes les parties isolantes (flexibles, manches, ...) sont suffisamment conductrices afin de supprimer les risques de décharges électrostatiques ;
- les ventilateurs d'extraction sont placés côté air propre du flux ;
- les filtres à manches sont équipés d'un système de détection du décrochement ou du percement des manches ;
- le filtre à manche est équipé d'un pot de découplage ;
- s'il y a un risque d'aspiration de particules incandescentes, les filtres sont équipés en amont

d'un détecteur d'étincelle.

En cas de changement du dispositif, celui-ci devra présenter a minima les caractéristiques citées précédemment, et s'il en existe, les ventilateurs d'extraction devront être disposés coté air propre du flux.

Le système d'aspiration est correctement dimensionné (en débit et en lieu d'aspiration).

CHAPITRE 2.7 : Vieillessement des structures :

L'exploitant doit s'assurer de la tenue dans le temps des parois des silos. Il met en place a minima une procédure de contrôle visuel des parois de cellules, pour détecter tout début de corrosion ou d'amorce de fissuration. Ce contrôle est réalisé périodiquement, à une fréquence à déterminer par l'exploitant (a minima annuelle). En cas de constat de l'évolution des structures, un contrôle approfondi est mené (analyse du béton, résistance, ferrailage, ...) et, le cas échéant, l'exploitant prend les mesures de mise en sécurité des installations qui s'imposent.

TITRE 3 :DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES :

CHAPITRE 3.1 : Sanctions :

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, les sanctions prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement pourront être appliquées sans préjudice de sanctions pénales.

CHAPITRE 3.2 : Délais et voies de recours :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif d'Amiens 14 rue Lemerchier 80 011 AMIENS cedex :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

2° Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage des dits actes, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

CHAPITRE 3.3 : Publicité :

Conformément aux dispositions de l'article R.512-39 du code de l'environnement susvisé, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché à la mairie de MONTCORNET pendant une durée minimum d'un mois.

Le maire fera connaître, par procès-verbal adressé à la Direction départementale des Territoires – Unité gestion des installations classées pour la protection de l'environnement – 50 boulevard de Lyon – 02011 LAON Cedex – l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site à la diligence de la société CHAMPAGNE CEREALES.

Une copie dudit arrêté sera adressée également à chaque conseil municipal de d'AGNICOURT-ET-SEHELLES, CHAOURSE, LA-VILLE-AUX-BOIS-LES-DIZY, LISLET, MONTLOUE, SOIZE, VINCY-REUIL-ET-MAGNY.

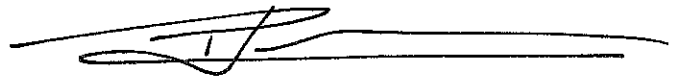
Un avis au public sera inséré par les soins de la préfecture et aux frais de la société CHAMPAGNE CEREALES dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

CHAPITRE 3.4 : Exécution :

Le Secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, le Directeur départemental des territoires, les maires d'AGNICOURT-ET-SEHELLES, CHAOURSE, LA-VILLE-AUX-BOIS-LES-DIZY, LISLET, MONTCORNET, MONTLOUE, SOIZE, VINCY-REUIL-ET-MAGNY, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspecteur des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à la société CHAMPAGNE CEREALES.

Fait à LAON, le 04 FEV. 2010

Le Préfet,



Pierre BAYLE